

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

Destinations	Abonnement 1 an		Abonnement 6 mois		ABONNEMENTS, ANNONCES ET AVIS DIVERS
	Ordinaire	Avion	Ordinaire	Avion	
Togo, France et autres pays d'expression française	1 300 frs	3 300 frs	800 frs	1 700 frs	Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'Editogo B.P. 891 — Tél. 21-37-18 — Lomé. Les abonnements et annonces sont payables d'avance. La ligne 80 frs Minimum 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : Minimum 250 frs
Etranger	1 600 frs	3 750 frs	900 frs	2 300 frs	
Prix du Numéro par porteur ou par Poste : Togo, France et autres pays d'expression française 100 frs Etranger : Port en sus					

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE — TELEPHONE 21-27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1990

13 fév. — Décret n° 90 — 18 portant restructuration du gouvernement 1

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE-
CHARGE DE LA JUSTICE

1990

29 Janv. — Arrêté n° 08/INTS portant création des commissions chargées du contrôle de la distribution des cartes d'électeurs en vue des élections législatives du 4 mars 1990. 2

31 Janv. — Arrêté n° 09/INTS fixant les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de vote en vue des élections législatives du 4 mars 1990. ... 3

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

1990

21 fév. — Arrêté n° 02/MJ/CAB portant désignation des Magistrats habilités à délivrer des ordonnances relatives aux inscriptions exceptionnelles sur les listes électorales. 3

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 90-18 du 13 février 1990 portant restructuration du gouvernement.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les articles 17 et 20 de la constitution,

Cvt

D E C R E T E :

Article premier — Le gouvernement de la République togolaise est ainsi composé à compter de ce jour :

Général Gnassingbé EYADEMA — Président de la République, Ministre de la Défense Nationale

Barry Moussa BARQUE — Ministre du Plan et des Mines

Gbénnon AMEGBOH — Ministre Délégué à la Présidence

Koffi EDOH — Ministre de l'Enseignement Technique et Professionnel

Bitokotipou YAGNINIM — Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

Tcha Koza TCHALIM — Ministre de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique

Général Yao Mawulikplimi AMEGI — Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité

Koudjolou DOGO — Ministre du Développement Rural

Aïssah AGBETRA — Ministre de la Santé Publique

Koffi Gbondjidè DJONDO — Ministre de l'Industrie et des Sociétés d'Etat

Kwaovi Benyi JOHNSON — Ministre de l'Information

Komla ALIPUI — Ministre de l'Economie et des Finances

Yaovi ADODO — Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération

Mme Ahlonkoba AITHNARD — Ministre des Affaires Sociales et de la Condition Féminine

Yao KOMLANVI — Ministre de l'Environnement et du Tourisme

Messan Agbéyomé KODJO — Ministre de la Jeunesse, des Sports et de la Culture

Komlanvi KLOUSSEH — Ministre du Commerce et des Transports

Dahuku PERE — Ministre du Travail et de la Fonction Publique

Souleymane GADO — Ministre de l'Equipeement et des Postes et Télécommunications.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 13 février 1990
Général Gnassingbé EYADEMA

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DE LA SECURITE
CHARGE DE LA JUSTICE

ARRETE N° 08/INTS du 29 janvier 1990 portant création des commissions chargées du contrôle de la distribution des cartes d'électeurs en vue des élections législatives du 4 mars 1990.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE
LA SECURITE, CHARGE DE LA JUSTICE

Vu l'article 21 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 79-49 du 13 décembre 1979, définissant les modalités de l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu l'ordonnance n° 85-01 du 15 février 1985 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu l'ordonnance n° 90-01 du 5 janvier 1990 modifiant complétant l'article 1er de l'ordonnance n° 85-01 du 15 février 1985 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu le décret n° 67-114 du 18 mai 1967 fixant les attributions du ministre de l'intérieur et portant réorganisation du ministère de l'intérieur ;

Vu le décret n° 85-19 du 15 février 1985 définissant les circonscriptions électorales en vue des élections législatives ;

Vu le décret n° 90-06 du 15 janvier 1990 convoquant le corps électoral en vue des élections législatives du 4 mars 1990 ;

Vu le décret n° 90-13 du 26 janvier 1990 fixant la date d'ouverture et la durée de la campagne électorale,

A R R E T E :

Article premier — Il est créé dans chaque préfecture et dans chaque commune et plus spécialement dans le ressort territorial de chaque bureau de vote, des commissions ad'hoc chargées du contrôle de la distribution des cartes d'électeurs en vue des élections législatives du 4 mars 1990.

Art. 2 — Les membres desdites commissions sont nommés par décision du préfet ou du maire.

Ces commissions sont ainsi constituées :

Dans les préfectures

- Un représentant du préfet Président
- Le secrétaire régional du RPT Membre
- Un représentant de la JRPT "
- Une représentante de l'UNFT "
- Un représentant de la CNTT "
- Un représentant de l'UNCTT "

Dans les communes

- Un représentant du maire Président
- Le secrétaire du comité de ville Membre
- Un représentant de la JRPT "

- Une représentante de l'UNFT ”
- Un représentant de la CNTT ”
- Un chef de quartier ”

Art. 3 — La distribution des cartes d'électeurs débutera :

- dans les préfectures le mardi 20 février 1990 et prendra fin le jeudi 1er mars 1990.
- dans la commune de Lomé le mardi 20 février 1990 et prendra fin le samedi 3 mars 1990.
- dans les autres communes le vendredi 23 février 1990 et prendra fin le samedi 3 mars 1990.

Art. 4 — Les commissions peuvent être assistées dans l'exécution de leur tâche de tout le personnel dont elles estimeront avoir besoin.

Art. 5 — Les préfets et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 29 janvier 1990

Le Général de Brigade
AMEGI Yao Mawulikplimi

ARRETE N° 09/INTS du 31 janvier 1990 fixant les heures d'ouverture et de fermeture des bureaux de vote en vue des élections législatives du 4 mars 1990.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET DE
LA SECURITE, CHARGE DE LA JUSTICE

Vu l'article 21 de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 79-49 du 13 décembre 1979, définissant les modalités de l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu l'ordonnance n° 85-01 du 15 février 1985 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu l'ordonnance n° 90-01 du 5 janvier 1990 modifiant complétant l'article 1er de l'ordonnance n° 85-01 du 15 février 1985 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale ;

Vu le décret n° 67-114 du 18 mai 1967 fixant les attributions du ministre de l'intérieur et portant réorganisation du ministère de l'intérieur ;

Vu le décret n° 90-06 du 15 janvier 1990 convoquant le corps électoral en vue des élections législatives du 4 mars 1990 ;

A R R E T E :

Article premier — Les bureaux de vote pour le scrutin du 4 mars 1990 en vue des élections législatives, seront ouverts à 07 heures 00 et fermés à 18 heures.

Dans la commune de Lomé, les bureaux de vote fermeront exceptionnellement à 19 heures 00.

Art. 2 — Les préfets et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

qui sera publié selon la procédure d'urgence et inséré au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 31 janvier 1990.

Le Général de Brigade
AMEGI Yao Mawulikplimi

MINISTRE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

ARRETE N° 02 - MJ / CAB du 21 février 1990 portant désignation des ordonnances relatives aux inscriptions exceptionnelles sur les listes électorales.

LE GARDE DES SCEAUX, MINISTRE
DE LA JUSTICE

Vu l'ordonnance n° 90-03 du 9 février 1990 relative à une procédure exceptionnelle d'inscription sur les listes électorales ;

Vu le décret n° 63-79 du 6 juillet 1963 relatif aux attributions du garde des sceaux, ministre de la justice,

A R R E T E :

Article premier — Les magistrats dont les noms suivent sont désignés pour délivrer des ordonnances relatives aux inscriptions exceptionnelles sur les listes électorales ;

Commune de Lomé : M. Kokouvi Agbetomey, 1er vice-président du tribunal de première instance de première classe de Lomé.

Commune de Lomé : Mme Abui Fiadjoe, juge au tribunal de première instance de première classe de Lomé.

Préfecture du Golfe : M. Kokou San - Yèda Kobissam, 2e vice-président du tribunal de première instance de première classe de Lomé.

Préfecture du Golfe : Mme Afiwa Hohoueto, juge au tribunal de première instance de première classe de Lomé.

Préfecture des Lacs : M. Koffi Djama, président du tribunal de première instance d'Aného.

Préfecture de Yoto : M. Kossi Atchou, président du tribunal de première instance de Tabligbo.

Préfecture de Vo : M. Bénivi Beni - Locco, président du tribunal de première instance de Vogan.

Préfecture du Zio : M. Ukulébi Alinon, président du tribunal de première instance de Tsévié.

Préfecture de l'Ogou : M. Abotsi Dansou, président du tribunal de première instance d'Atakpamé.

Préfecture d'Amou : M. Abotsi Dansou, président du tribunal de première instance d'Atakpamé.

Préfecture de Haho : M. Kpakpabia Essohanam Adi, président du tribunal de première instance de Notsé.

Préfecture de Kloto : M. Dabré Gbandjaba, président du tribunal de première instance de Kpalimé.

Préfecture de Wawa : M. Gbenyebu Ahadji, président du tribunal de première instance de Badou.

Préfecture de Tchaoudjo : M. Agouzou Akati Azangou, président du tribunal de première instance de Sokodé.

Préfecture de Tchamba : M. Agouzou Akati Azangou, président du tribunal de première instance de Sokodé.

Préfecture de Bassar : M. Agouzou Akati Azangou, président du tribunal de première instance de Sokodé.

Préfecture de Sotouboua : M. Agouzou Akati Azangou, président du tribunal de première instance de Sokodé.

Préfecture de la Kozah : M. Kini Gbogla Sewonou Gomado, président du tribunal de première instance de Kara.

Préfecture d'Assoli : M. Kini Gbogla Sewonou Gomado, président du tribunal de première instance de Kara.

Préfecture de la Binah : M. Kini Gbogla Sewonou Gomado, président du tribunal de première instance de Kara.

Préfecture de Doufelgou : M. Mériça Gandi, président du tribunal de première instance de Niamtougou.

Préfecture de la Kéran : M. Mériça Gandi, président du tribunal de première instance de Niamtougou.

Préfecture de l'Oti : M. Komlan Lowana Assogbavi, président du tribunal de première instance de Mango.

Préfecture de Tône : M. Abalo Pgnakiwè Petchelebia, président du tribunal de première instance de Dapaong.

Art. 2 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 février 1990

B. YAGNINIM